



 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p><b>Direction :</b> DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE (DPEI)  <b>Service de la production et des marchés SPM</b>  <b>Sous-direction :</b> Sous-direction des Cultures et des Produits Végétaux  <b>Bureau :</b> Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales  <b>Adresse :</b> 3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS  <b>Suivi par :</b>  <b>Tél :</b> 01 49 55 43 78  <b>Fax :</b> 01 49 55 45 46  <b>Ref interne :</b> plan arboricole –modernisation  <b>Ref Classement :</b> DPEI/SPM/SDCPV/C2001-4055</p>	<p style="text-align: center;"><b>CIRCULAIRE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>DPEI/SPM/SDCPV/C2001-4055</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Date : 03 DECEMBRE 2001</b></p>
--	--	--

Date de mise en application : 03 décembre 2001

Date limite de réponse

**Le Ministre de l'agriculture et de la pêche**  
à  
**Mesdames et Messieurs les Préfets**

☞ Nombre d'annexes :

**Objet :** Mise en place par l'ONIFLHOR d'une prime à l'arrachage des pommiers et/ou de pêchers dans le cadre du programme de modernisation des vergers obsolètes de l'organisation économique.

**(campagne 2001/2002)**

**Résumé :**

*Pour inciter les producteurs de pommes et pêches de l'organisation économique à moderniser leurs vergers, il est mis en place, une prime à l'arrachage des vergers obsolètes, de 4 570 Euros/ha, plafonnée, par exploitation, au taux de renouvellement de l'espèce (respectivement 7 et 10%) dans la limite maximale de 4 ha. Cet arrachage devra être suivi d'une replantation dans la même espèce dans un délai maximal de 4 ans.*

**Avertissement :** Pour tout renseignement concernant la mise en oeuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec :

**ONIFLHOR** Division des Interventions Nationales 164, rue de Javel - 75739 PARIS cedex 15 Tél: 01 44 25 36 23

**Mots-clés :** PLAN ARBORICOLE CAMPAGNE 2001/2002 ARRACHAGE-MODERNISATION POMMES -PÊCHES

Plan de Diffusion	
<p><b>Pour exécution :</b>  M. le DPEI  MM. les Préfets de région  MM. les Préfets de département  MM. les DRAF  Mmes et MM les DDAF  MM. les Présidents des Comités économiques fruits et légumes  M. le Directeur de l'ONIFLHOR</p>	<p><b>Pour information :</b>  M. le Président du COPERCI  La Fédération nationale des producteurs de fruits  FELCOOP  La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles  Le Centre national des jeunes agriculteurs  La Confédération Paysanne  La Coordination rurale  Assemblée permanente des Chambres d'agriculture  Le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes  M. le Contrôleur d'Etat de l'ONIFLHOR  DGA - DGAL – DAF- DEPSE  MEFI-Direction du budget 7A</p>

Les producteurs français de pommes et de pêches ont été confrontés ces dernières années à de graves problèmes de marché. Le gouvernement a décidé d'apporter une réponse pluriannuelle visant à proposer des réponses structurelles à cette filière de façon à l'aider à construire un projet d'avenir. Le devenir du secteur arboricole représente, en effet, un enjeu économique essentiel pour le pays (emploi, occupation de l'espace rural) et pour le consommateur (santé, sécurité alimentaire, diversité).

Une part importante du verger de pêche et de pomme de l'organisation économique n'étant plus adaptée à la demande du marché, cette mesure vise à encourager l'amélioration qualitative du verger, par une aide à l'arrachage de parcelles de pommes et pêches, jugées obsolètes. Cette aide, plafonnée, est fixée à 4 570 €/ha. Bien qu'elle vise à encourager l'arrachage, cette aide s'inscrit dans un cadre global de modernisation du verger et à ce titre, l'arrachage devra impérativement être suivi d'une replantation dans la même espèce dans un délai maximal de 4 ans, sous peine de reversement de l'aide.

Au sens de la présente circulaire, on entend par pommes toutes les pommes, à l'exclusion des pommes à cidre, et on entend par pêches la famille pêche/nectarine/brugnon/pavie.

## **1 CRITERES D'ELIGIBILITE**

### **1.1 Les exploitations**

Les demandeurs doivent :

#### **? Etre membres de l'organisation économique**

- adhérents d'une organisation de producteurs (O.P.) reconnue, au sens du règlement CEE 2200/96,
- adhérents d'une organisation de producteurs pré-reconnue, au sens du règlement CEE 2200/96, et pour la durée du plan de reconnaissance agréé,

Toutefois, afin de donner un caractère incitatif à la mesure, elle peut également **être proposée aux producteurs s'engageant à rejoindre l'organisation économique**, sous réserve que la réalité de cet engagement soit vérifiée. **Le versement effectif de l'aide par l'Oniflhor** n'interviendra donc qu'après que la preuve de l'adhésion effective à l'organisation économique, telle que définie au paragraphe ci-dessus, aura été apportée à l'office, et au plus tard le 01 /01/2003.

#### **? tenir à jour leurs déclarations dans le cadre de l'inventaire de verger de l'Organisation économique.**

#### **? Une priorité sera accordée, d'une part, aux petites et moyennes exploitations et, d'autre part, aux Jeunes Agriculteurs (tels que définis ci-après).**

Une attention particulière sera portée aux exploitations dont la pérennité est conditionnée à l'amélioration qualitative du verger.

**? Le bénéfice de cette mesure est exclusif et ne peut se cumuler la même année avec le dispositif de cessation d'activité totale ou partielle mis en place par ailleurs.**

## 1.2 L'arrachage

**Le verger primable** est l'ensemble de toutes les parcelles déclarées **obsolètes** (*conformément au paragraphe ci-dessous*) de pommiers et/ou pêchers de l'exploitation, entretenues et plantées d'arbres sains, aptes à fournir une production normale de pommes et de pêches, exploitées par le demandeur lors de la récolte 2001, d'une densité égale ou supérieure à 400 arbres par hectare.

Le bénéfice de la prime à l'arrachage est réservé aux producteurs qui réalisent, avant la récolte 2002, une opération d'**arrachage** partiel **de leur verger** reconnu **obsolète** de pommes et/ou pêches en production au moment de la récolte 2001.

Les Organisations de producteurs dont les adhérents sollicitent l'indemnisation prévue par la présente circulaire devront justifier, par la production d'un **argumentaire technico-économique**, la validité, au regard des critères définies au niveau national (schéma de modernisation de l'espèce concernée – voir annexes) ou régional, du caractère obsolète (en raison de leur âge, du mode de conduite pratiqué, de variétés dépassées, ...) des vergers arrachés. Cet argumentaire devra être visé par le Président de l'OP et par le Comité de Bassin, et être joint à l'appui des demandes d'indemnisation déposées par leurs adhérents.

S'agissant des pêches, il est apparu important de donner une priorité forte à l'arrachage des variétés listées ci-dessous, compte – tenu des problèmes de marché que leur commercialisation engendre :

- . Pêches à chair jaune : **Flavorcrest, Royal Glory**
- . Pêches à chair blanche : **Betty, Freda, Mireille, Tendresse, Gratia, Opale**

Ainsi, les arboriculteurs qui souhaitent bénéficier de l'indemnisation prévue par la présente circulaire doivent, s'ils exploitent des parcelles plantées d'une ou plusieurs de ces variétés, les arracher en priorité. Pour les arboriculteurs qui ne pourraient pas, à titre exceptionnel cette année, respecter cette priorité en totalité, l'argumentaire technico-économique dûment visé et agréé par leur Organisation de producteurs et le comité de Bassin devra motiver leur décision.

Les arbres arrachés doivent être rendus impropres à la replantation. Pour cela, le désouchage est exigé.

L'arrachage doit être réalisé en une fois dans les délais fixés au point 6 de la présente circulaire.

## **2 – ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR**

L'exploitant souscrit par écrit les engagements suivants (annexes 1 et 3):

**2.1** de procéder ou de faire procéder en une seule fois à l'arrachage des surfaces de l'exploitation à indemniser au titre de la présente circulaire,

**2.2** de s'engager, à replanter, dans un délai de quatre ans, une superficie égale à la surface indemnisée au titre de la présente circulaire. Cette plantation devra impérativement concerner la même espèce fruitière, être réalisée conformément aux prescriptions de la circulaire n° DPE/SPM/C98-4042 du 8 décembre 1998, et dans un délai maximum de quatre ans. Dans le cas contraire, l'aide devra être remboursée en totalité

Cependant, vous pourrez exceptionnellement proposer au directeur de l'ONIFLHOR, sur demande de l'OP validée par le comité de bassin, d'autoriser la replantation avec d'autres espèces. Vous tiendrez informé de cette démarche le préfet (DRAF), représentant de l'Etat auprès du comité de bassin qui, le cas échéant, pourra présenter ses observations.

**2.3** de s'engager à **déclarer tout son parcellaire verger** à la DDAF, à l'O.P. et au comité de bassin et à participer à tout dispositif de suivi mis en place dans un souci de maîtrise de la production.

**2.4** de rester **membre de l'organisation économique**, telle que définie au point 1, pendant **quatre ans** (annexe 3).

## **3 - MONTANT DE LA PRIME**

Le montant de la prime est fixé forfaitairement à **4 570 Euros/ha**. Ce montant est porté à **5 030 Euros/ha** pour les **Jeunes agriculteurs** (*au sens de la présente circulaire*).

Cette mesure n'est pas cumulable avec des indemnisations concernant les mêmes parcelles, pour des motifs phytosanitaires (Sharka et Xanthomonas, notamment).

Les producteurs ayant bénéficié d'une aide de l'ONIFLHOR au cours des trois dernières années au titre de la rénovation du verger de pommiers et/ou pêcher sur les parcelles concernées verront l'indemnité d'arrachage réduite d'autant.

Le montant de la prime est versé en une seule fois au bénéficiaire.

## **4 - SEUILS ET PLAFONDS DE SUPERFICIES INDEMNISES**

**4.1 La superficie éligible** est la surface nette de la plantation (*référence inventaire du verger de l'organisation économique*) déterminée à partir des distances de plantation et du nombre de plants utilisés ; elle est augmentée, le cas échéant, des surfaces nécessaires aux tournières (5 à 10% maximum).

**4.2 Le seuil minimum de superficie indemnisée est fixé à 0,50 Ha.** Toutefois, à titre exceptionnel, lorsque le calcul des surfaces éligibles par l'application des taux de renouvellement fixés ci-dessous conduit à une surface éligible inférieure à 0.50 Ha, vous pourrez, si cela vous paraît nécessaire à la pérennité de l'exploitation, accepter un arrachage de 0.50 ha. **En aucun cas, il ne sera versé d'indemnité pour l'arrachage d'une superficie inférieure à 0,50 ha.**

**4.3** S'agissant des pêches, il est apparu souhaitable d'inciter fortement à la réduction des surfaces plantées en variétés productives mais ne répondant pas aux critères de qualité demandés par le consommateur et à ce titre posant des problèmes de commercialisation et donnant une image négative du produit au consommateur. Il est donc proposé de mettre l'accent sur **Flavor Crest et Royal Glory en pêches à chair jaune, et Betty, Freda, Mireille, Tendresse, Gratia et Opale en pêches à chair blanche.**

**L'arrachage de ces variétés est prioritaire :**

**4.3-1** - Les arboriculteurs qui souhaitent bénéficier de l'indemnisation prévue par la présente circulaire (voir point 4.4) doivent, s'ils exploitent des parcelles plantées d'une ou plusieurs de ces variétés, les arracher en priorité. A titre exceptionnel cette année, les arboriculteurs qui ne pourraient respecter totalement cette priorité, devront motiver leur décision au moyen de l'argumentaire visé au paragraphe **1-2 3<sup>ème</sup> alinéa**, dûment visé et agréé par leur Organisation de producteurs et le comité de Bassin.

**4.3-2** - **Les producteurs de pêches qui arrachent uniquement ces variétés ne sont soumis à aucun plafond** (ni en % du verger ni en surface), **ou plancher**. Cependant, si les surfaces à indemniser venaient à dépasser 8 ha pour un demandeur, vous en informerez l'Oniflor, qui sera seule habilitée à donner son accord. Bien évidemment cette possibilité (4.3-2) est exclusive de tout autre.

**4.4 – A l'exception du 4.3-2, l'indemnité d'arrachage fait l'objet d'un double plafond:**

**? 4 ha maximum par exploitation.**

**? 7% du verger pommes et/ou 10% du verger pêches de l'exploitation exploité au moment du dépôt de la demande.**

**a)** Ces pourcentages pourront être respectivement portés à 14% et 20% pour :

- les **petites et moyennes exploitations** : moins de 20 ha de verger sur l'exploitation l'année de la demande.

- les **Jeunes Agriculteurs**. Sont considérés comme "**Jeunes agriculteurs**", au titre de la présente circulaire :

- les **arboriculteurs** âgés de moins de 40 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2002 et installés depuis moins de 10 ans,

- les **GAEC**, dont la moitié, au moins des associés ont la qualité de "Jeune agriculteur", au sens de la présente circulaire. Toutefois, les GAEC de type "familial" peuvent être considérés comme "Jeunes agriculteurs" si ce dernier est composé d'un "Jeune agriculteur" et de ses deux parents,

- les autres **personnes morales (EARL, SCEA, SARL, ...)** dont la moitié, au moins, du capital social est détenu par des associés ayant la qualité de "Jeune agriculteur" au sens de la présente circulaire.

**b)** Ces "taux plafond" de renouvellement peuvent être estimés, soit individuellement, soit **de façon collective, au niveau de l'Organisation de producteurs**. En cas d'accord de tous les adhérents de l'OP, le plafond lié au taux de renouvellement figurant au paragraphe 3.1, peut être évalué de façon collective. C'est alors la surface totale du verger de pêcher et/ou de pommier de l'OP qui est retenue pour déterminer les droits de l'OP (*appliquer 7% et/ou 10%, uniquement, quel que soit le statut du demandeur*). Ces droits sont ensuite répartis entre les adhérents de l'OP **dans la limite de 4 Ha par exploitation**. Bien entendu, s'agissant des pêches, les surfaces arrachées devront cibler en priorité les variétés prioritaires à l'arrachage définies précédemment. Ainsi, lors de l'examen final des dossiers individuels avant paiement il sera tenu compte du respect par le demandeur de l'obligation d'arracher en priorité les variétés de pêches visées au point 4.3.

#### **c) CTE**

Il pourra être dérogé à ces plafonds (*taux de renouvellement et plafond de 4 Ha par exploitation*), dans la limite maximale de 8 Ha pour les arboriculteurs **qui ont souscrit, avant le 1<sup>er</sup> août 2002, un Contrat Territorial d'Exploitation**;

#### **d) GAEC :**

**Le plafond lié au taux de renouvellement reste inchangé**, soit 7% du verger pommes et 10% du verger pêches, porté à 14 et 20% pour les petites et moyennes exploitations et les jeunes agriculteurs.

- Le seuil de superficie "**PME**" fixé à **20 Ha** de verger peut être porté jusqu'à **3 X 20 Ha**.
- Le **plafond** de superficie subventionnable par exploitation, fixé à **4 Ha** peut être porté jusqu'à **3 X 4 ha**.
- Le déplafonnement pour **CTE** sur les surfaces concernées pourra être porté jusqu'à **3 X 8 ha**.

**Le multiplicateur est fonction du nombre d'exploitations regroupées** et non du nombre de personnes constituant le GAEC.

### **5 - CONSTITUTION DU DOSSIER**

Les exploitants concernés devront déposer, auprès de la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt, leur dossier de demande accompagné des pièces justificatives suivantes :

- 1 - le formulaire de demande d'attribution de la prime et descriptif d'exploitation (**annexe1**) accompagné d'un relevé d'identité bancaire ou postal original,
- 2 - l'attestation de la DDAF de la vérification sur le terrain de l'éligibilité des parcelles et de la réalisation de l'arrachage de toutes les parcelles arboricoles de l'exploitation (**annexe 2**),
- 3 - l'engagement de fidélité auprès de l'Organisation de producteurs (**Annexe 3**),
- 4 - L'état récapitulatif par O.P des demandes présentées (**annexe 4**),
- 5 - une copie de la "fiche exploitation" de l'inventaire du verger de l'Organisation économique

- 6 - l'argumentaire verger obsolète validé par l'O.P. et le comité de bassin
- 7 - l'engagement et accord du propriétaire, si l'exploitant est locataire (**annexe 7**)
- 8 - l'extrait de la matrice cadastrale des parcelles de l'exploitant relatives au verger,
- 9 - la fiche parcellaire de la Mutualité Sociale Agricole de toutes les parcelles de l'exploitation concernées par l'opération d'arrachage,
- 10 - le plan cadastral. Les numéros de parcelles de l'exploitation et/ou du propriétaire(s) doivent être mentionnés sur le plan cadastral, afin de s'assurer de l'accord des propriétaires et de la fonction d'exploitant du demandeur.
- 11 - Si nécessaire, justificatif jeune agriculteur (**annexe 8**)
- 12 - Relevé des pièces constituant le dossier.

**Les pièces 6 à 11 seront conservées à la DDAF**, qui certifiera les avoir en sa possession et les tiendra à la disposition des services de contrôles de l'ONIFLHOR pendant 10 ans. **Les originaux des annexes 1 à 4 seront transmises à l'ONIFLHOR, accompagnés** d'un relevé d'identité bancaire ou postal original, de la copie de la fiche « exploitation » de l'inventaire du verger de l'Organisation économique et du relevé des pièces dûment visé par la DDAF.

## **6 - MISE EN ŒUVRE DE LA PROCEDURE**

- Les producteurs intéressés par cette mesure et répondant aux critères d'éligibilité doivent informer leur D.D.A.F, avant **le 10 janvier 2002**, de leur projet. Les demandes doivent être regroupées par O.P. et accompagnées de l'argumentaire réalisé par l'O.P., visé par le comité de bassin.
- Il appartient aux D.D.A.F d'établir dans les meilleurs délais, et en tout état de cause avant **le 25 janvier 2002**, une liste prévisionnelle des demandes et des surfaces concernées par cette mesure. Dans un souci d'équité, vous veillerez à signaler les exploitations qui, faute d'enveloppe, n'auraient pu bénéficier des dispositions de la circulaire DPEI/SDCPV/C2000-4050. Vous n'omettez pas non plus de spécifier si, d'un commun accord, une réduction des surfaces éligibles avait été choisie pour se conformer aux enveloppes existantes. L'original de cette liste prévisionnelle sera transmis à l'ONIFLHOR, une copie étant adressée au Bureau des fruits, légumes, horticulture et productions végétales spéciales du Ministère de l'agriculture et de la pêche, et une autre au préfet de région, DRAF, représentant de l'Etat auprès du comité de bassin, qui en informera ce dernier.
- **Avant le 8 février 2002**, les dotations seront établies et notifiées. Bien évidemment, les départements non dotés au titre de la circulaire DPEI/SDCPV/C2000-4050 seront prioritaires.
- Vous veillerez alors à **inscrire l'ensemble des dossiers retenus à l'intérieur strict de l'enveloppe départementale allouée**. Si nécessaire, vous pourrez mener votre réflexion dans le cadre de la Commission départementale d'orientation agricole, CDOA, fruits et légumes. Une copie de cette liste avec les variétés et surfaces concernées sera transmise à l'ONIFLHOR et au préfet de région (DRAF), représentant de l'Etat auprès du comité de bassin qui en informera ce dernier.
- Dès que cette liste sera établie, vos services devront visiter les parcelles avant de confirmer l'accord pour l'arrachage.

- Ces visites devront être réalisées dans les plus brefs délais, si possible **avant le 31 mars 2002** pour ne pas obérer le devenir des parcelles arrachées.
- L'arrachage devra être effectué en une seule fois et notifié à la D.D.A.F avant **le 15 mai 2002**.
- Les D.D.A.F vérifieront l'arrachage des parcelles dans les meilleurs délais après réception de la notification.
- Les dossiers constitués selon les instructions figurant au paragraphe 5 devront alors être déposés à la D.D.A.F. du siège de l'exploitation. Celle-ci après vérification des informations contenues dans la demande, les transmettra au plus tard le **15 juillet 2002** à l'ONIFLHOR pour paiement. Un récapitulatif sera envoyé dans le même temps au préfet de région (DRAF), représentant de l'Etat auprès du comité de bassin, qui en informera ce dernier.
- Pour permettre à ceux qui le souhaitent d'arracher dans les meilleurs délais, la DDAF peut, avant les dates figurant dans la circulaire, être amenée, **exceptionnellement et dans un nombre limité de cas**, à vérifier, ou faire vérifier, sur le terrain l'éligibilité des parcelles destinées à l'arrachage. Si cette vérification permet à l'exploitant d'arracher sans attendre l'avis définitif sur son dossier elle n'engage, en aucune façon, l'Etat sur le montant de l'indemnité à verser. Les producteurs désirant arracher dans ces conditions devront co-signer l'état réalisé par la DDAF, en accompagnant leur signature de la mention : *je reconnais que par ce document l'Etat, à ma demande, a vérifié la conformité des surfaces concernées aux critères d'éligibilité de la circulaire « arrachage-modernisation », sans aucun engagement de sa part sur le droit et l'indemnité finale qui me sera allouée.*

## **7 – GESTION DES CREDITS**

Une dotation vous sera adressée après estimation des besoins (voir paragraphe précédent). Vous prendrez les dispositions nécessaires pour respecter strictement cette enveloppe qui ne pourra, en aucun cas, faire l'objet d'une dotation supplémentaire. Vous tiendrez compte de cette contrainte, y compris dans la procédure accélérée.

Le directeur de l'Oniflhor est autorisé à procéder, dans la limite de 10% de l'enveloppe totale, à réaliser – *en vue de régler certaines difficultés* – certains ajustements entre les montants alloués à chaque département.

Afin que les paiements par l'ONIFLHOR puissent intervenir au fur et à mesure de la transmission des propositions d'intervention, les premiers dossiers devront être accompagnés **d'un état prévisionnel des dépenses**. Cette estimation ne pourra pas excéder l'enveloppe allouée.

## **8 - CONTROLES A POSTERIORI**

Les terres ainsi libérées devront être incluses dans tout suivi de l'assolement fruits et légumes mis en place dans les semaines à venir. Les comités de bassin concernés seront aussi chargés du suivi des parcelles arrachées.



Pendant les années couvertes par le plan, des visites périodiques d'exploitations pourront être effectuées à l'initiative de l'ONIFLHOR ou des services des D.D.A.F., afin de contrôler le respect des engagements des exploitants vis à vis de cette mesure.

En cas de non respect d'un ou de plusieurs des engagements souscrits, notamment en cas de non-replantation ou de plantation d'espèce ou variété non conforme, le remboursement de la prime d'arrachage perçue pourra être exigé.

De plus, tout contrevenant se verra refuser pour l'ensemble de son exploitation toute aide à la rénovation du verger mise en place par l'ONIFLHOR pendant les 4 campagnes suivant la constatation de non-respect des engagements concernant la non replantation ou les espèces ou variétés replantées

Je vous demande de mettre en œuvre cette mesure dans les meilleurs délais. Vous veillerez, par ailleurs, à me signaler tout problème d'application rencontré. Vous pourrez, à cet effet, me proposer, à titre exceptionnel, des adaptations limitées de certaines dispositions techniques de cette circulaire.

**Le Ministre de l'Agriculture  
et de la Pêche**

**Jean GLAVANY**

**PIECES JOINTES :**

annexe 1 : demande d'indemnisation

annexe 2 : validations du dossier par la DDAF

annexe 3 : engagement de fidélité

annexe 4 : récapitulatif par O.P.

Annexe 5 : plan de modernisation du verger de pêches

annexe 6 : plan de modernisation du verger de pommes.

annexe 7 : autorisation d'arrachage du propriétaire des parcelles à indemniser.

Annexe 8 : justificatifs Jeune Agriculteur

Annexe 9 : Relevé des pièces constituant le dossier.